



Info négo : front commun, pas à n'importe quel prix

Par Denis Paquin

Il est peu probable qu'il y ait un front commun au moment du dépôt de notre cahier de demandes à la table centrale, à la fin du mois d'octobre prochain. Les échanges entre la CSN et les autres grandes centrales syndicales (CSQ et FTQ) se poursuivent néanmoins. Certains désaccords subsistent, notamment, quant à la structure de la demande salariale. La CSN veut, en effet, mettre l'accent sur les bas salariés de la fonction publique et parapublique. C'est dans cet esprit qu'elle demande une hausse de nos salaires d'un montant fixe de 3\$ par heure (il s'agit donc d'une augmentation, en pourcentage, plus forte pour les bas salariés) en plus d'une hausse en pourcentage.

En sommes, les grandes centrales syndicales ne partagent pas (encore) certains objectifs fondamentaux. Dans ce contexte, un front commun est impossible et pourrait rapidement s'effriter au cours des négociations.

De son côté, le gouvernement annonce qu'il cherchera à limiter les hausses salariales à l'inflation, refusant ainsi d'amorcer le rattrapage de nos conditions de travail par rapport au secteur privé. Il cherche aussi à introduire le principe d'une hausse salariale différenciée, en fonction des pénuries de main-d'œuvre, entre les groupes de travailleurs. Il annonce ainsi qu'il pourrait hausser d'une façon plus importante les salaires des préposés aux bénéficiaires et des enseignantes (en diminuant le nombre d'échelons). Bref, il cherchera à nous diviser, pour mieux nous affaiblir...

Les discussions se poursuivent néanmoins entre les grandes organisations syndicales, de façon à accroître notre rapport de force face au gouvernement du Québec. Nous pouvons même espérer la formation éventuelle d'un front commun. La volonté de s'unir, sous une forme ou une autre, demeure. Les grandes centrales vont ainsi, à court terme, travailler ensemble dans le cadre de la négociation et s'unir sur les nombreux enjeux qui les rassemblent.